

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 mai 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 26 mai 2002
concernant le droit à l'intégration sociale et
visant à relever le taux de remboursement
du revenu d'intégration sociale
afin de permettre aux CPAS de répondre
favorablement à l'urgence du terrain,
en particulier dans le cadre de la crise liée
au COVID-19**

(déposée par
Mme Sophie Thémont et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 mei 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet
van 26 mei 2002 betreffende het recht
op maatschappelijke integratie, teneinde
het terugbetalingspercentage van het leefloon
te verhogen om de OCMW's in staat te
stellen tegemoet te komen aan de dringende
noodzaak in het veld, inzonderheid
in de context van de COVID-19-crisis**

(ingediend door
mevrouw Sophie Thémont c.s.)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à relever le taux de remboursement du revenu d'intégration sociale afin de permettre aux CPAS de répondre favorablement à l'urgence du terrain, en particulier dans le cadre de la crise liée au COVID-19.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt het terugbetalingspercentage van het leefloon te verhogen om de OCMW's in staat te stellen tegemoet te komen aan de dringende noodzaak in het veld, inzonderheid in de context van de COVID-19-crisis.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

La crise sanitaire liée au COVID-19 se double d'une crise sociale sans précédent. Si les mesures nécessaires ne sont pas prises urgemment, cette crise sociale se transformera en drames humains.

Des dizaines de milliards d'euros sont, à ce jour, investis dans l'économie pour colmater des dégâts qui mettront quelques mois, voire quelques années à être résorbés. Ces milliards sont justifiés. Mais ils sont à mettre en parallèle des quelques millions à peine investis pour les personnes précarisés. Les dégâts sociaux, en termes d'accès au logement, aux soins de santé physique et/ou mentale, à l'énergie, à l'alimentation, à un minimum de loisirs, *etc.*, pourraient s'en ressentir sur une vie entière, voire sur plusieurs générations. Pour les auteurs de la présente proposition de loi, il paraît inconcevable de faire des personnes les plus précarisées les victimes à long terme du COVID-19.

Les mesures sanitaires indispensables prises dans ce cadre, et notamment le confinement, prennent place dans une crise sociale préexistante. La conjugaison de ces deux phénomènes génère davantage d'appauvrissement.

Selon les fédérations de CPAS, beaucoup de ménages ont perdu une partie, voire la totalité de leurs revenus, des compléments à leurs revenus de subsistance et n'ont plus accès aussi facilement aux aides habituelles. Arrêts maladie, chômage partiel, disparition du travail informel, non-accès aux repas scolaires, augmentation des prix des produits de première nécessité, hausse de la consommation d'énergie, autant de facteurs qui affectent gravement les ressources des ménages les plus modestes.

Certaines familles seront durablement touchées. Des économies seront réalisées sur des dépenses essentielles comme la nourriture ou les soins de santé. Les dettes s'accumuleront et ce sera l'engrenage, dont il sera, le plus souvent, extrêmement difficile de sortir.

Le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté pointe de la même manière, "l'angoisse pour les factures à venir en charges fixes qui vont augmenter du fait de vivre tout le temps dans le logement – eau, énergie, chauffage – et le paiement du loyer et de besoins de première nécessité. La perte de revenu du fait du chômage temporaire, mais aussi de revenus issus de toutes sortes de types de statuts/sans-statut, et contrats atypiques: ALE, flexi-jobs, travail associatif, intérim, titres-services, plateformes (Uber...) et économie collaborative, artistes,

DAMES EN HEREN,

De gezondheidscrisis als gevolg van het COVID-19-virus gaat gepaard met een ongeziene sociale crisis. Indien niet onverwijld de vereiste maatregelen worden genomen, zal deze sociale crisis voor menselijke drama's zorgen.

Er werden tot dusver tientallen miljarden euro's in de economie gepompt om de schade op te vangen. Dat herstelproces zal maanden, zo niet jaren aanslepen. Die kapitaalinjectie is zeker terecht, maar moet worden afgezet tegen de schamele financiële middelen (nauwelijks een paar miljoen euro) die worden uitgetrokken voor de behoeftigen. Omdat huisvesting, fysieke en/of geestelijke gezondheidszorg, energie, voeding, een minimum aan vrijetijdsbesteding enzovoort moeilijker toegankelijk worden, dreigt voor sommigen de sociale schade een leven lang – of zelfs generaties lang – voelbaar te zijn. Voor de indieners van dit wetsvoorstel kan het niet door de beugel dat de armsten voor lange tijd slachtoffer blijven van de COVID-19-crisis.

De in deze context genomen onontbeerlijke gezondheidsmaatregelen en meer bepaald de lockdown komen bovenop een al bestaande sociale crisis. De samenloop ervan leidt tot nog meer verarming.

Volgens de OCMW-federaties hebben veel gezinnen naast hun basisinkomsten ook aanvullende inkomsten deels of volledig verloren zien gaan. Tevens hebben ze minder makkelijk toegang tot de gebruikelijke steun. Ziekteperiodes, gedeeltelijke werkloosheid, het wegvallen van informele arbeid en van schoolmaaltijden, duurder geworden levensnoodzakelijke producten, een hoger energiegebruik, het zijn allemaal factoren die de financiële draagkracht van de armste gezinnen fors aantasten.

Sommige gezinnen zullen de gevolgen van de crisis heel lang voelen. Ze zullen besparen op essentiële uitgaven als voeding of gezondheidszorg. De schulden zullen zich opstapelen, waardoor de gezinnen terechtkomen in een vicieuze cirkel waar ze doorgaans maar heel moeilijk uitraken.

Het *Réseau wallon de lutte contre la pauvreté* wijst op "l'angoisse pour les factures à venir en charges fixes qui vont augmenter du fait de vivre tout le temps dans le logement – eau, énergie, chauffage – et le paiement du loyer et de besoins de première nécessité. La perte de revenu du fait du chômage temporaire, mais aussi de revenus issus de toutes sortes de types de statuts/sans-statut, et contrats atypiques: ALE, flexi-jobs, travail associatif, intérim, titres-services, plateformes (Uber...) et économie collaborative, artistes, indépendants

indépendants complémentaires, travail associatif, petits boulots en noir qui faisaient l'appoint du mois. Et ceci sans oublier les familles sans-papiers, très nombreuses, qui n'ont plus de revenu du tout par la perte du travail au noir habituellement largement "utilisé" dans notre pays par des résidents et employeurs, et qui n'ont droit à aucun revenu de remplacement."

Les auteurs de la présente proposition de loi estiment donc à l'instar des acteurs de terrain que tout doit être mis en œuvre pour réduire et éviter ces drames matériels et immatériels aux conséquences sociales probablement lourdes.

Différentes mesures ont heureusement déjà prises par les différents niveaux de pouvoir. Bien qu'elles puissent être saluées, ces mesures seront assurément insuffisantes.

La présente proposition de loi vise à permettre aux CPAS de mener à bien leurs missions et de pouvoir répondre favorablement à l'urgence de terrain, à l'urgence sociale, encore plus grande en raison de cette crise sanitaire sans précédent.

Les CPAS constituent, en effet, des acteurs pivots de la lutte contre la pauvreté. Tout comme les associations de terrain et les communes, ils savent qui sont les personnes les plus fragiles et comment les aider au mieux.

Ces dernières années ont déjà été, pour les CPAS, particulièrement difficiles, eu égard entre autres à l'évolution importante du nombre de bénéficiaires, à l'éclatement des profils et aux nombreuses mesures qui ont touché les institutions et ont modifié leur fonctionnement.

Fin 2019, les CPAS lançaient d'ailleurs déjà un cri d'alarme important, faisant état de la situation budgétaire intenable dans laquelle ils se trouvent.

De 2008 à 2018, le nombre de revenus d'intégration et d'aides équivalentes au revenu d'intégration a, en effet, progressé de 51,3 %, passant de 66 904 à 101 230.

Actuellement, en ce qui concerne le revenu d'intégration, la subvention s'élève soit à 55 %, soit à 65 %, soit à 70 % du montant du revenu d'intégration. Ce pourcentage dépend du nombre d'ayants droit.

De 2009 à 2019, la dotation communale aux CPAS est ainsi passé de 367 millions d'euros à 516 millions d'euros, soit sur dix ans, une augmentation de 40,5 % alors que l'inflation était, quant à elle, de 18,6 %. La solidarité est de plus en plus locale. Selon les auteurs, cette solidarité doit s'activer autant que faire se peut à l'échelon fédéral.

complémentaires, travail associatif, petits boulots en noir qui faisaient l'appoint du mois. Et ceci sans oublier les familles sans-papiers, très nombreuses, qui n'ont plus de revenu du tout par la perte du travail au noir habituellement largement "utilisé" dans notre pays par des résidents et employeurs, et qui n'ont droit à aucun revenu de remplacement."

Net als de actoren in het veld vinden de indieners van dit wetsvoorstel derhalve dat alles in het werk moet worden gesteld om die materiële en immateriële tragedies, met wellicht ernstige sociale gevolgen, te beperken en te voorkomen.

Gelukkig hebben de verschillende beleidsniveaus al diverse maatregelen genomen. Hoewel die maatregelen als positief kunnen worden bestempeld, zullen ze zeker niet volstaan.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe de OCMW's ertoe in staat te stellen hun taken naar behoren te vervullen en te bewerkstelligen dat zij tegemoet kunnen komen aan de dringende noodzaak in het veld en aan de sociale noden, die door deze nooit eerder geziene gezondheidscrisis des te nijpender zijn.

De OCMW's spelen immers een sleutelrol in de armoedebestrijding. Net als de verenigingen in het veld en de gemeenten weten zij wie de meest kwetsbaren zijn en hoe zij hen het best kunnen helpen.

De afgelopen jaren waren al bijzonder moeilijk voor de OCMW's: het aantal rechthebbenden op een leefloon is aanzienlijk gestegen, er zijn heel veel nieuwe profielen bijgekomen en er werden tal van maatregelen genomen die gevolgen hebben voor de instellingen en hun werking.

Eind 2019 hebben de OCMW's al aan de alarmbel getrokken. Ze hekelden de onhoudbare budgettaire toestand waarin ze zich bevinden.

In de periode 2008-2018 is het aantal leeflonen en equivalente steun immers met 51,3 % gestegen, van 66 904 tot 101 230.

Voor het leefloon bedraagt de subsidie thans 55 %, 65 % of 70 % van het uitgekeerde bedrag. Dat percentage hangt af van het aantal rechthebbenden.

In de periode 2009-2019 is de gemeentelijke toelage aan het OCMW gestegen van 367 miljoen euro naar 516 miljoen euro; over een periode van tien jaar is dat een stijging met 40,5 %, terwijl de inflatie 18,6 % bedroeg. De solidariteit wordt steeds vaker op het lokale niveau afgewenteld. De indieners van dit wetsvoorstel zijn van

Il s'agit du niveau de pouvoir le plus à même d'équilibrer les chances d'accès aux besoins les plus élémentaires.

Par ailleurs, il est à noter que sur les cinq dernières années, le nombre d'emplois au sein des CPAS n'a augmenté que de 4,9 % alors que la hausse du nombre de revenus d'intégration et d'aides équivalentes au revenu d'intégration est de 26,9 %. Cela signifie donc que chaque travailleur doit s'occuper d'un nombre bien plus important de dossiers.

Pour les auteurs de la présente proposition de loi, il est impératif de refinancer les CPAS à la juste hauteur de leurs missions et défis. Force est de constater que les subventions prévues dans la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale sont largement insuffisantes pour permettre aux CPAS de venir en aide à l'ensemble des personnes qui ont déjà franchi leurs portes et toutes celles qui franchiront leurs portes demain.

Quand on sait qu'avant la pandémie, près de deux millions de Belges vivaient déjà dans des conditions de précarité avérée et que près de 150 000 d'entre eux avaient pour seul revenu celui octroyé par les CPAS, il est impératif de prendre toutes les mesures utiles afin que la crise sanitaire ne se double pas d'une crise sociale d'une ampleur catastrophique.

Les CPAS auront évidemment un rôle central à jouer dans ce cadre, mais il est indispensable de leur en donner les moyens tant en personnel qu'en moyens financiers afin de compenser ces pertes de ressources chez de nombreux citoyens.

Sophie THÉMONT (PS)
Ludivine DEDONDER (PS)
Marc GOBLET (PS)

oordeel dat die solidariteit zo veel mogelijk op het federale niveau moet worden geactiveerd. Dat beleidsniveau is immers het meest geëigend om te waarborgen dat iedereen op een zo evenwichtig mogelijke manier de kans krijgt om in de meest elementaire behoeften te voorzien.

Overigens moet worden opgemerkt dat de jongste vijf jaar het aantal banen bij de OCMW's slechts met 4,9 % is toegenomen, terwijl het aantal mensen dat een leefloon of gelijkaardige steun ontvangt, met 26,9 % is gestegen. Dat betekent dus dat elk personeelslid aanzienlijk meer dossiers moet behandelen.

De indieners van dit wetsvoorstel menen dat de financiering van de OCMW's opnieuw in overeenstemming moet worden gebracht met de toegewezen opdrachten en de uitdagingen. Het is een vaststaand feit dat de subsidies op grond van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie hoegenaamd niet volstaan om de OCMW's in staat te stellen hulp te bieden aan iedereen die zich tot hen heeft gewend of dat nog zal doen.

Al vóór de pandemie leefden bijna 2 miljoen Belgen in benarde omstandigheden en was voor bijna 150 000 van hen de door de OCMW's toegekende steun het enige inkomen. Het is dus absoluut noodzakelijk alle dienstige maatregelen te nemen om te voorkomen dat de gezondheidscrisis gepaard gaat met een sociale crisis van catastrofale omvang.

De OCMW's moeten ter zake uiteraard een centrale rol vervullen. Het is daarbij wel onontbeerlijk hen de nodige personele en financiële middelen te verstrekken, opdat zij het door talrijke burgers geleden verlies aan bestaansmiddelen kunnen compenseren.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 32 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, modifié le 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, le pourcentage "55 %" est remplacé par le pourcentage "90 %";

2° les paragraphes 2 à 5 sont abrogés.

25 mai 2020

Sophie THÉMONT (PS)
Ludivine DEDONDER (PS)
Marc GOBLET (PS)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 32 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt het percentage "55 %" vervangen door het percentage "90 %";

2° de §§ 2 tot 5 worden opgeheven.

25 mei 2020